



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES MACROÉCONOMIQUES

D'AFRIQUE AUSTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PRETORIA

Semaine 13 - du 27 mars au 1^{er} avril 2021

Au programme cette semaine :

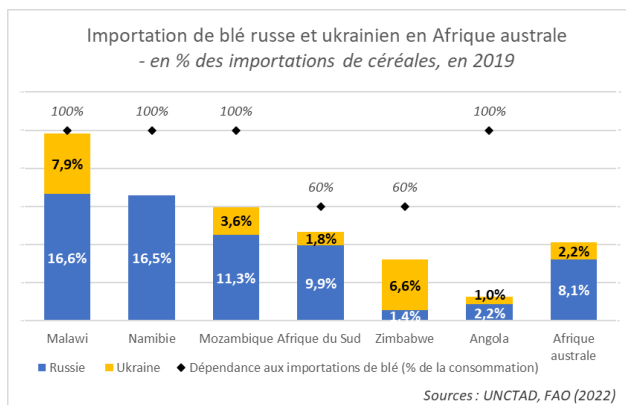
- **Afrique australe** : L'impact de la guerre en Ukraine sur la sécurité alimentaire
 - **Afrique du Sud** : Le chômage atteint un nouveau record
 - **Afrique du Sud** : La Banque centrale réhausse son taux directeur à 4,25%
 - **Angola** : La Banque Mondiale approuve deux financements d'un montant de 560 M USD
 - **Lesotho** : Le Ministre des finances présente le budget pour l'exercice 2022/23
 - **Mozambique** : Le gouvernement et les services du FMI annoncent un accord de principe
-
- **Zoom sur... les sources des inégalités dans les pays de la SACU**

Le 7 mars, la Banque Mondiale a publié un rapport relatif aux inégalités dans les pays de la SACU (*Southern African Customs Union*) : Afrique du Sud, Botswana, Eswatini, Lesotho, Namibie. Ce rapport explique que la sous-région est l'une des plus inégalitaires au monde, en termes de revenus et de richesses. L'indice de Gini y est environ 40% supérieur par rapport à l'Afrique subsaharienne. L'inégalité des chances et des opportunités apparaît comme un déterminant majeur, expliquant jusqu'à 30% des inégalités de revenus en Afrique du Sud – en lien avec l'importance des inégalités géographiques (clivage urbain/rural) et raciales, héritages de l'apartheid. S'agissant de la distribution des actifs : les 10% de la population les plus riches détiennent plus de 70% des actifs en valeur en Afrique du Sud. Le système de taxation, globalement progressif, les mécanismes d'aide sociale, relativement développés et le poids élevé de dépenses dans l'éducation et la santé permettent de réduire le niveau d'inégalité, bien que ces systèmes pourraient fortement gagner en efficacité (aux vues des montants alloués, significativement supérieurs en point de PIB aux pays à revenus équivalents).

Ainsi, la Banque mondiale formule plusieurs recommandations : i) promouvoir l'efficacité et l'inclusivité des services publics de base – en se focalisant notamment sur les services à destination de la petite enfance ii) réduire les inégalités de distribution des actifs – par l'incitation à l'entrepreneuriat et l'accompagnement des petites exploitations agricoles iii) améliorer l'efficacité des mécanismes d'aide sociale – par une meilleure coordination des programmes et ciblage des populations les plus démunies iv) renforcer la résilience aux chocs climatiques – par des plans d'investissement pour sécuriser les approvisionnements en eau.

Afrique australe

L'impact de la guerre en Ukraine sur la sécurité alimentaire (WFP)



Selon un rapport du Programme Alimentaire Mondial (PAM) publié le 17 mars, il faut s'attendre à ce que le conflit en Ukraine ait un impact significatif sur la sécurité alimentaire dans la sous-région. D'abord, le conflit a entraîné une hausse globale des prix des denrées alimentaires, notamment des céréales et plus spécifiquement du blé (cours en hausse de 15% entre le 24 février et le 11 mars), la Russie et l'Ukraine étant des fournisseurs stratégiques -- respectivement second et quatrième exportateurs en 2019. Toujours en 2019, la Russie représentait 8% du total des céréales importées par les pays d'Afrique australe, pour une valeur de 193 MUSD. Elle est surtout un fournisseur stratégique pour le Malawi (second fournisseur avec près de 20% de part de marché), la Namibie (second avec 16%) et le Mozambique (troisième avec 12%). L'Ukraine demeure un fournisseur marginal pour la zone (1,6% des importations pour 53 M USD) avec toutefois des flux importants vers le Zimbabwe (sixième fournisseur avec près de 7% des importations du pays). Les risques liés à l'approvisionnement en céréales et plus généralement en nourriture sont d'autant plus importants que les conditions météorologiques ont été défavorables pour la majorité des pays de la zone ces derniers mois : la baisse de la production agricole domestique va donc encore

renforcer la dépendance aux importations. Enfin, à noter que la Russie est également un fournisseur significatif d'engrais pour la région (7,5% du total de la zone à 113 M USD, notamment pour le Mozambique – 15%, le Zimbabwe – 13%, l'Angola et l'Afrique du Sud – 11%) : des ruptures de stocks risqueraient de peser sur les récoltes à venir.

Les ventes de De Beers progressent nettement en 2021 (AngloAmerican)

Le 3 mars, la compagnie minière britannique AngloAmerican a publié ses résultats financiers pour l'exercice 2021. Il y apparaît que les ventes de sa filiale De Beers (leader mondial de la production de diamants, présent en Afrique du Sud, en Namibie et au Botswana) ont progressé de 75% sur l'exercice pour atteindre 4,8 Mds USD – un niveau équivalent à celui enregistré avant la crise (4,9 Mds USD de revenus en moyenne entre 2017 et 2019). Cette évolution s'explique à la fois par une hausse des volumes de production (+30%) mais également des prix (+11% du prix moyen de vente), témoignant de la forte reprise du secteur en 2021.

Afrique du Sud

Le chômage atteint un nouveau record (StatsSA)

Selon StatsSA, le taux de chômage a atteint 35,3% de la population active fin 2021 – contre 34,9% à la fin du troisième trimestre. Le chômage progresse ainsi pour le sixième trimestre consécutif et atteint encore une fois un point haut jamais observé. Si l'économie a créé un nombre significatif d'emplois sur la période (+262 000), la population active a augmenté davantage (+541 000 individus) – générant 278 000 nouveaux chômeurs. Le taux de chômage élargi, qui prend en compte les individus découragés par la recherche de travail, reste lui relativement stable à 44,6%. Les secteurs qui ont le plus contribué à la création d'emplois sont les services à la personne (+128 000), le

commerce et la distribution (+118 000); et les services sociaux et communautaires (+73 000). À l'inverse, le secteur manufacturier a continué à détruire des emplois (-86 000). L'économie sud-africaine a donc détruit 1,8 M emplois depuis le début de la crise.

La Banque centrale réhausse son taux directeur à 4,25% (SARB)

Le comité de politique monétaire de la banque centrale (*South African Reserve Bank – SARB*), qui s'est réuni le 24 mars, a réhaussé son taux directeur de 0,25 point à 4,25%, une décision prise à trois voix contre deux (ces derniers étant favorables à une augmentation de 0,5 point). Il s'agit de la troisième augmentation du taux repo depuis novembre 2021, soit +0,75 point au total. Lors du comité, la SARB a indiqué qu'elle avait relevé sa prévision d'inflation pour l'année 2022, de +0,9 point à 5,8% en moyenne, avec un pic à 6,2% au second trimestre. Par ailleurs, selon *StatsSA*, l'inflation sur un an a atteint 5,7% au mois de février – un niveau stable comparativement au mois précédent. Les postes qui ont le plus contribué à la hausse des prix demeurent les transports (+14,3% soit une contribution positive de 1,9 point) et les denrées alimentaires (+6,3% soit +1,1 point). À noter également que l'institution monétaire a révisé à la hausse ses estimations de croissance pour l'année 2022 (+0,3 point à 2%) – en lien avec une hausse anticipée des cours des matières premières minérales qui devrait porter les exportations sud-africaines.

La Banque Absa nomme un nouveau CEO (ABSA)

Le 29 mars, la banque sud-africaine Absa (troisième du pays en termes de taille de bilan) a annoncé la nomination de M. Arrie Rautenbach comme CEO. M. Rautenbach est diplômé de l'université du North West (MBA) et de l'INSEAD. Il dispose d'une expérience de plus de 25 ans au sein du groupe, où il occupait avant sa nomination le poste de directeur général de la banque de détail depuis 2014. Lors de la

conférence de presse organisé pour l'occasion, M. Rautenbach a affirmé sa volonté d'accélérer le repositionnement stratégique d'Absa, lancé en 2018, suite au désengagement partiel de son actionnaire majoritaire, le groupe britannique Barclays. Il a rappelé l'objectif de devenir un leader sur le marché africain. Pour rappel, jusqu'à présent, le poste était occupé par Jason Quinn, en intérim, depuis la démission fin avril de M. Daniel Mminele – sur fond de désaccords stratégiques avec le conseil d'administration. Mr Rautenbach devient ainsi le quatrième CEO du groupe en moins de trois ans, depuis que Maria Ramos a quitté ses fonctions en février 2019 après avoir passé dix ans à la tête de la banque. L'annonce a globalement été bien accueillie par les marchés – le titre d'Absa, côté à la bourse de Johannesburg, progressant de +2% dans la journée.

Angola

La Banque Mondiale approuve deux financements d'un montant de 560 MUSD (WB)

Le conseil d'administration de la Banque Mondiale a approuvé, le 25 mars, deux prêts en faveur du gouvernement angolais, pour un montant total de 560 MUSD. Le premier prend la forme d'un prêt d'aide budgétaire (*Development Policy Loan – DPL*) d'un montant de 500 MUSD. Il vise à accompagner la mise en œuvre de plusieurs réformes structurelles clefs : diversification de l'économie, dynamisation du secteur privé, assainissement des finances publiques, meilleure adaptation au changement climatique, amélioration du ciblage de la protection sociale, etc. Il s'agit du dernier prêt d'une série de trois, soit un montant total de 1,7 Md USD depuis juillet 2019. Le second financement, d'un montant de 60 MUSD, vise à soutenir le renforcement des capacités statistiques, décisives pour concevoir et mettre en œuvre des politiques adaptées et efficaces.

Lesotho

Le ministre des Finances présente son budget pour l'exercice 2022/23

Le 2 mars, le ministre des Finances, M. Thabo Sophonea, a présenté devant le Parlement le budget pour l'exercice 2022/23. Concernant l'exercice en cours, le déficit public devrait atteindre 6,5% du PIB, un niveau nettement inférieur aux estimations initiales (-13%) – en lien avec un niveau de dépenses nettement en deca des prévisions (-10%) et malgré des recettes également inférieures (-3,2% - baisse notable des transferts de la SACU). Pour l'exercice 2022, les revenus publics devraient significativement progresser (+18% à 19 Mds LSL soit 1,1 Md EUR), portés par les recettes fiscales. Toutefois, le surplus sera entièrement absorbé par une hausse des dépenses (+16% à 23 Mds LSL) – progression de la masse salariale (+24% pour un poste représentant 35% du total) et des dépenses sociales (+35% pour 10%). *In fine*, le déficit public devrait se creuser au cours du prochain exercice, pour atteindre 7,7% du PIB. Les besoins de financement seront comblés en ayant recours à l'endettement domestique pour 60% et en mobilisant les réserves pour les 40% restants. L'objectif de consolidation fiscale, rappelé comme une priorité du ministre, ne sera donc mis en œuvre qu'à moyen terme, avec un objectif de réduction du déficit à 1,4% du PIB à l'horizon 2024/2025. A noter que le budget a été élaboré sur la base d'une prévision de croissance particulièrement prudente: +2,3% en 2022 contre +3,3% selon les dernières estimations de la Banque Mondiale.

Mozambique

Le gouvernement et les services du FMI annoncent un accord de principe (FMI)

Le 28 mars, le FMI a annoncé dans un communiqué avoir trouvé un accord de principe avec les autorités mozambicaines (*staff level agreement*), pour la mise en place d'un programme dit de « Facilité Elargie de Crédit ». Le programme sera doté d'un montant de 470 MUSD, décaissé sur une période de trois ans. Il ambitionne de restaurer la stabilité macroéconomique et de soutenir la reprise post-Covid – alors que l'économie continue d'être frappée par de nombreux chocs (cyclones à répétition, instabilité sécuritaire dans le Nord du pays). Le programme sera accompagné de nombreuses conditionnalités, notamment sur la consolidation des finances publiques (ajustement de la masse salariale de la fonction publique, plus grande transparence dans la gestion de l'endettement), la gouvernance (publication d'un audit des dépenses liées au Covid-19, renforcement de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme) et la création d'un fonds souverain pour gérer les recettes gazières. Pour rappel, les négociations avaient débuté dès fin 2019, avant d'être interrompues suite à la crise. Le Mozambique avait réouvert le processus au début de l'année face à la levée des restrictions sanitaires et une situation financière de plus en plus délicate.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international